



Graphtec :

Un superbe texte de Michel Etiévent.

Le temps avance à grand pas. Le Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) doit être bouclé en 2 mois. Il scelle la fin du processus engagé de fermeture. Les salariés font tout pour l'arrêter.

La Direction semble décidée à aller jusqu'au bout.

Les jours à venir seront décisifs pour détruire leur projet. L'action commune de tous s'impose.

A suivre.

Texte de Michel Etiévent
paru le 18 mai 2015
dans le journal «L'Humanité»

SAVOIE

Graphtech se bat contre la casse de son usine de pointe

Le personnel de cette unité qui produit des pièces en graphite pour l'industrie de haute technologie a reçu le soutien de la population de la région face aux menaces de liquidation.

La Léchère (Savoie), correspondance.

APRÈS 87 ANNÉES D'EXPÉRIENCE...

«**V**ous bousillez notre avenir et celui de nos enfants ! Un entrepreneur ça entreprend, ça ne casse pas ! Et il est où le patron qui devait soi-disant défendre notre entreprise avec ses tripes ? On ne vous croit plus ! Vous liquidez l'espoir et le travail de plusieurs générations ! » Ce sont ces mots de colère que l'on pouvait entendre récemment dans l'usine Graphtech de La Léchère en Savoie après que le personnel, soutenu par plus de 300 manifestants, a envahi les bureaux patronaux pour refuser le plan social décrété à l'annonce de la fermeture de l'entreprise.

« Une fermeture avancée sans aucune concertation avec les salariés et d'autant plus incompréhensible et injustifiable que le carnet de commandes est plein (10 millions d'euros), que l'entreprise engrange des millions de cash et que les bénéfices n'ont jamais été aussi élevés ! » déclarait Jean-Marc Ruffier, responsable CGT. Une casse préméditée pour cette entreprise à hauts savoir-faire unique en France et dont les produits de graphite usinés à haute valeur ajoutée alimentent toutes les grandes filières mondiales de l'industrie nucléaire, aéro-

L'entreprise Graphtech trouve ses racines industrielles dans l'implantation d'une première entreprise américaine (la Cisa, Compagnie industrielle Savoie Acheson), née dans la foulée de la révolution industrielle savoyarde, en 1928, sur le site de Notre-Dame de Briançon, en Savoie. Au fil de ces 87 années d'existence, ce pôle industriel spécialisé dans l'usinage du graphite a subi de multiples restructurations sous divers intitulés de sociétés : Union Carbide France, Ucar, Mitsubishi, Graphtech... En près d'un siècle, elle aura perdu, au gré des délocalisations et des licenciements, près de 600 emplois.

nautique, solaire ou informatique : creusets, saphirs, moules, anodes... À la clé, plus de 50 licenciements et sur place toute une chaîne de vie locale menacée qui passe par le maintien de l'agriculture et de l'entretien de la nature par le biais de l'ouvrier paysan, la garantie du budget communal, l'existence de la sous-traitance, du commerce, de l'artisanat, des services publics qui lui sont liés depuis toujours. C'est enfin un siècle de mémoire et d'acquis sociaux obtenus par de justes colères pour un peu de dignité. Une vague de plus dans l'hémorragie industrielle des vallées Tarentaise-Val d'Arly qui, au fil de la casse,

ont perdu plus de 5 000 emplois inducteurs depuis les années 1975.

Nettoyage des effectifs avant la vente à un fond de pension

« Ce n'est ni plus ni moins qu'un jeu de Monopoly financier exécuté par des méthodes de patrons voyous ! Le symbole même de la financiarisation de l'économie aux dépens d'une véritable politique industrielle qui affirmerait l'indépendance de notre pays », poursuit un syndicaliste. Là réside en effet la dernière stratégie de cette entreprise, propriété d'un fonds financier américain, qui tente de « nettoyer » l'effectif du

groupe, et le terme n'est pas exagéré, avant de le vendre à un fonds de pension, Brookfield, pour réaliser une OPA réciproque très confortable.

« Un simple trait de Bourse pour eux et la désespérance pour nous, nos familles et nos enfants ! » ajoutait une technicienne en larmes et dont la famille s'est endettée pour vingt ans. Il faut ajouter à cela un véritable pillage de l'usine, devenu site pilote grâce à la compétence des travailleurs locaux qui ont permis de fabuleuses innovations en matière d'usinage des matériaux carbonés. « Depuis plus de deux ans, des experts américains ou italiens photographient nos machines, nos gestes, nos savoir-faire, se font même livrer les plans de toute la chaîne de production. Un espionnage industriel destiné à nous voler nos techniques et tout le processus de fabrication pour les transférer en Italie ou aux USA. C'est ainsi que Graphtech organise ses propres délocalisations et met en concurrence ses propres sites. Le plus scandaleux est que nos machines sont payées en partie par des fonds publics, puisque notre société a reçu depuis 2012 plus de trois millions d'euros au titre du CICE et de diverses aides, et même du conseil général de Savoie », poursuit Jean-Marc Ruffier.

Forts du soutien de la population de la vallée, des élus locaux et d'une large mobilisation des travailleurs des usines locales, elles aussi, à terme, menacées par l'abandon industriel, les salariés de Graphtech n'en restent pas aux manifestations de colère. Leur résistance s'appuie maintenant sur de fortes propositions de stratégie visant à créer un véritable pôle industriel entre toutes les entreprises du secteur et plus largement de toutes les filières graphite, chimiques ou métallurgiques. « L'enjeu est de taille et nous nous battons jusqu'au bout, concluait Jean-Marc Ruffier. Un enjeu de vie et de futur pour ceux qui veulent continuer à vivre dignement au pays ! »

MICHEL ETIEVENT

Les Allobroges Savoyards

Bimensuel départemental du PCF - N° 922 - mardi 12 mai 2015

Editorial

Les services publics, indispensables et sacrifiés sur l'autel du libéralisme

La banderole de la CGT albertvilloise (photographiée ci-contre) pose avec acuité toute la nécessité de défendre et développer nos services publics. Car il y a urgence. Rognés petit à petit par des privatisations, la limitation des moyens, la casse des statuts, les mises en concurrence, les services publics ont perdu de leur rôle et de leur sens.

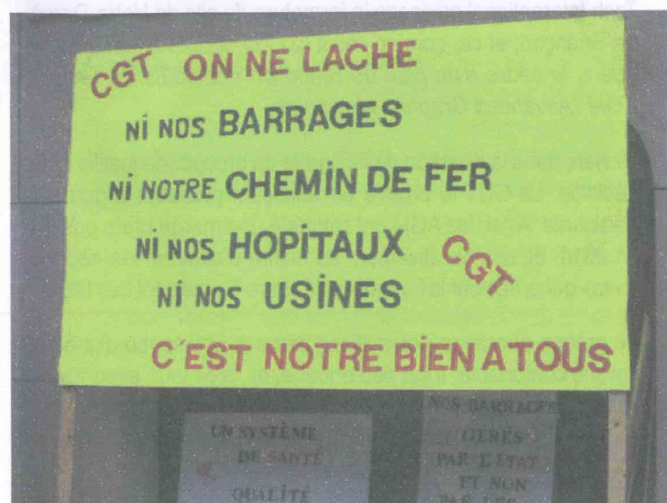
Le syndicat parle des barrages (*Le Beaufortin étant particulièrement concerné*). Il a raison. Pourquoi remettre en cause ce qui existe, pourquoi aller vers des délégations de service public frôlant la franche privatisation ? Rien ne le justifie, si ce n'est la loi du fric, si ce n'est le lobbying des grandes sociétés qui veulent s'emparer d'un pactole qui ne leur aura rien coûté !

Le rail est confronté au même problème. La mise en concurrence ne répond en rien à l'intérêt des usagers, elle n'est que la conséquence de décisions européennes mettant en avant l'intérêt des investisseurs privés. Les cheminots le savent, qui mènent des actions courageuses pour s'y opposer, malgré la scandaleuse façon dont les médias n'en donnent pas les raisons.

Concernant l'hôpital public, les nombreuses actions conduites en Tarentaise (*et partout en France*) pour défendre les hôpitaux de proximité montrent l'attachement des populations à cette structure. Mais, d'une part les gouvernements successifs ont tout fait pour que l'hôpital public fonctionne à la manière d'une entreprise privée, et, d'autre part, ont facilité l'accès du privé aux soins « *qui rapportent* » pour laisser le moins rentable au public.

Sommaire :

Editorial – Les GrafTech continuent la lutte - Gorges de l'Arly : quel avenir ? Savoie : quelques questions après les inondations - Lyon Turin : il n'est pire sourd... - Allos sports - A propos d'une interview d'Hervé Gaymard - Savoie : la culture victime de l'austérité - Solidarité Népal - MétalTemple.



Il faut ajouter l'école à la liste. Tous les gouvernements ont justifié les réformes successives du système scolaire en affirmant vouloir lutter contre l'échec. Mais sans jamais s'en donner, ni les moyens financiers, ni les moyens sociaux, ni les moyens politiques, car les dominants culturels qui remplissent les ministères n'en ressentent pas personnellement la nécessité.

Enfin, l'affirmation de la CGT comme quoi les usines sont à nous est bienvenue. Ce sont leurs salariés qui ont fait la richesse des vallées, c'est la financiarisation de l'économie, la recherche du profit immédiat, qui frappent GrafTech et MétalTemple. Alors que les ultralibéraux veulent faire fonctionner les services publics comme des entreprises privées, c'est l'inverse qui est nécessaire, à savoir donner des pouvoirs nouveaux aux salariés pour que la gestion des entreprises privées commence à être marquée par des critères de service public.

Des services publics développés sont indispensables à la construction d'une société à visage humain. C'est tellement vrai que tous les responsables UMP et PS se sentent obligés de le dire alors même qu'ils défendent une politique contredisant leurs propos. Nous avons besoin de redonner de la force et de la superficie à tous nos services publics, et nous avons besoin d'en construire de nouveaux (*comme un grand service public de l'énergie ou un pôle public bancaire*). C'est à cela qu'on reconnaîtra une vraie politique de gauche.

Alain Dupenloup